

REGLEMENT DE CONSULTATION

Réf SOLEIL : 2025-030-CR

Procédure de passation : MAPA (candidature + offre)

Objet :

Acquisition d'un Quadrupôle Normal Correcteur de Validation

CPV : 31700000-3 - Fournitures électroniques, électromécaniques et électrotechniques

38000000 – Equipements de laboratoire, d'optique et de précision (excepté les lunettes)

PUBLIC

Date et heure de limite de dépôt des offres électroniques :

Mardi 9 juillet 2025 à 12h00

Sur la plateforme de dématérialisation des achats de L'Etat « PLACE »

www.marches-publics.gouv.fr

La version électronique fait foi.

TABLE DES MATIERES

1. OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION	3
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2. PROCEDURE.....	3
1.3. ALLOTISSEMENT.....	3
1.4. VARIANTES	3
2. DOCUMENTS APPLICABLES	3
3. CONSTITUTION DU DOSSIER DE REPONSE (2 ENVELOPPES : CANDIDATURE, TECHNIQUE ET FINANCIERE)	4
3.1. ENVELOPPE N°1 : DOSSIER DE CANDIDATURE	4
3.2. ENVELOPPE N°2 : DOSSIER TECHNIQUE ET FINANCIER.....	7
3.2.1. UNE SOUS-ENVELOPPE «TECHNIQUE» COMPRENANT :	7
3.2.2. UNE SOUS-ENVELOPPE «FINANCIERE» COMPRENANT :	7
4. ECHANGES DEMATERIALISES.....	7
4.1. TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE.....	7
4.2. FORMULAIRE DE CANDIDATURE SIMPLIFIEE - DUME	8
5. INFORMATION DES CANDIDATS/SOUMISSIONNAIRES PENDANT LA CONSULTATION.....	8
5.1. MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	8
5.2. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	8
5.3. QUESTIONS/REPONSES	8
6. ARRET DE LA CONSULTATION.....	9
7. CONDITIONS PARTICULIERES	9
7.1. CONDITIONS DE PRIX	9
7.2. VALIDITE DE L'OFFRE.....	9
8. CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES /DES OFFRES	9
8.1. RECEVABILITE DE LA CANDIDATURE	9
8.2. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES	9
9. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	11
9.1. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	11
9.2. NEGOCIATION.....	11
9.3. CLAUSES COMPLEMENTAIRES	11

1. OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION

1.1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera la procédure relative à **l'acquisition d'un Quadrupôle Normal Correcteur de Validation pour le groupe Magnétisme et Insertion** du Synchrotron SOLEIL situé à l'Orme des Merisiers, Départementale 128, 91190 Saint-Aubin.

1.2. PROCEDURE

Dans le cadre de la passation de ses marchés, SOLEIL est actuellement soumis aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et au décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 relatifs au Code de la Commande Publique.

La procédure de passation retenue par SOLEIL est la **procédure adaptée** ouverte (candidature + offre) en application des dispositions des articles L.2123-1 du Code de la Commande Publique (CCP).

1.3. ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti.

Suivant les articles R2113-1 à R2113-3 du Code de la commande publique, le choix de ne pas allotir le présent marché est motivé par le fait que les prestations décrites constituent un ensemble indissociable et rendrait l'exécution des prestations techniquement difficile. En effet, les différents éléments composant la BAG doivent être en totale compatibilité entre eux pour permettre le fonctionnement global de l'ensemble.

1.4. VARIANTES

Pour la réalisation de cette prestation, SOLEIL autorise les variantes.

En effet, selon l'article 4.2 du document « EXP-LL-CDC-P-3568-Spécifications techniques », le soumissionnaire peut proposer une solution alternative dans le cas où toutes les caractéristiques techniques sont remplies sauf une ou deux d'entre elles.

2. DOCUMENTS APPLICABLES

Les marchés de SOLEIL sont soumis :

- au Cahier Des Clauses Administratives Générales (CCAG FCS) applicables aux marchés publics version en vigueur à la date de signature du marché ;
- au protocole de sécurité « DIR-SEC-CR-P-7178-Protocole-de-securite ;
- au Règlement Intérieur du Synchrotron SOLEIL (édition mai 2014) ;

Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) :

Le DCE, accessible uniquement par voie électronique, est constitué des éléments suivants:

- le présent Règlement de Consultation (RC) ;

- le projet de Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- les Spécifications Techniques pour le « Quadropole Normal Correcteur Validation » référencé TDR-SP1_2-CCTP-P-01251 et daté du 03/04/2025 ;
 - son plan QUADRUPOLE_CORRECTION_PROTOTYPE_CAO000162747-AA-1,
 - CAO000162747_AA-QUADRUPOLE CORRECTION INTEGRABLE.stp
- le Cadre de Réponse Technique (CRT) ;
- la proposition du Titulaire référence [REDACTED] datée du [REDACTED] incluant le planning et le cadre de réponse,
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Le fait de soumissionner à la présente consultation vaut acceptation de l'ensemble des documents constitutifs du dossier.

Les candidats ne peuvent apporter aucune modification aux dispositions contenues dans l'ensemble des documents composant le dossier de consultation.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Les documents sont accessibles sur la plateforme des achats de l'Etat PLACE à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

3. CONSTITUTION DU DOSSIER DE REPONSE (2 ENVELOPPES : CANDIDATURE, TECHNIQUE ET FINANCIERE)

3.1. ENVELOPPE N°1 : DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier intitulé « **Candidature** » qui, à défaut d'utilisation du **DUME** (Document Unique de Marché Européen), devra comporter les éléments suivants :

➤ **Situation juridique :**

- Le formulaire **DC1** ou une lettre de candidature signée par une personne habilitée à engager le candidat, accompagné des attestations demandées dans le document et incluant :
 - ✓ L'information selon laquelle le candidat se présente seul ou en groupement ; Lorsque le candidat appartient à un groupe, une **attestation certifiant de son autonomie commerciale** et de sa situation de concurrence France des autres entreprises du groupe ;
 - ✓ Une déclaration sur l'honneur certifiant que le candidat a satisfait à l'ensemble de ses obligations fiscales et sociales (articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés) avec fourniture des attestations.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, **la ou les copies des jugements prononcés** à cet effet. Les entreprises devront justifier de leur habilitation à

poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché (article L.2141-3-3 du code de la commande publique).

- Un extrait **Kbis** ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des **salariés employés régulièrement** au regard des articles L. 1221-1, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur de **ne pas être interdit** à participer à la passation d'un marché public.

➤ **Capacité économique et financière :**

- Le formulaire **DC2** (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) ou équivalent incluant :
 - ✓ Le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

➤ **Capacité et savoir-faire techniques et professionnels :**

- Une présentation précisant le savoir-faire du candidat et la nature des principales prestations réalisées en adéquation avec l'objet du marché pour les 3 dernières années ; indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé,
- Une présentation des **moyens humains** (effectifs moyens annuels et importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années ; les effectifs seront donnés par qualification professionnelle et par fonction afin de juger l'adéquation des moyens humains au domaine du marché ; les compétences devront ressortir clairement) ;
- Une présentation des **moyens techniques** ; une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- La description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- Une présentation des habilitations et normes
- Les **qualifications** : le personnel chargé de l'exécution du marché devra être qualifié dans le domaine concerné.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

En cas de groupement momentané d'entreprises, tous les membres doivent fournir les éléments demandés ci-dessus.

Sous-traitance :

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités nécessaires à l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ce sous-traitant.

3.2. **ENVELOPPE N°2 : DOSSIER TECHNIQUE ET FINANCIER**

3.2.1. *UNE SOUS-ENVELOPPE «**TECHNIQUE**» COMPRENANT :*

- **Le Cadre de Réponse Technique SOLEIL** conforme aux exigences des Spécifications Techniques et ses documents associés comprenant :
 - la démonstration de la conformité au CCTP ;
 - tous les autres points demandés dans le CCTP et nécessaires à la bonne compréhension de l'offre.

3.2.2. *UNE SOUS-ENVELOPPE «**FINANCIERE**» COMPRENANT :*

- une **attestation d'assurance** de responsabilité civile générale et professionnelle en cours de validité ;
- la liste des **sous-traitants pressentis** accompagnée, pour les travaux sous-traités, des demandes d'acceptation des sous-traitants conformes au modèle DC4, indiquant ainsi la nature, le montant et le volume des prestations qui seraient sous-traitées.
- le **projet de CCAP** à titre de document contractuel, **dûment complété** ;
- une **proposition financière** selon la DPGF fournie dûment complétée.

4. ECHANGES DEMATERIALISES

Votre dossier devra être déposé sur la plateforme au plus tard le :

Lundi 07 juillet 2025 à 12 heures (délai de rigueur).

Aucune dérogation à cette date ne sera admise. Passé ce délai (horodatage de la plateforme), l'offre ne sera pas prise en considération pour la suite de la procédure.

4.1. TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE

Pour transmettre votre réponse par voie électronique, il suffit de s'inscrire sur la plateforme des achats de l'Etat « PLACE » accessible à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La transmission des offres se fera **exclusivement** par voie électronique sur notre plateforme.

Le mode de transmission des éléments de l'offre est dématérialisé. La réponse électronique est indispensable mais aucune signature électronique n'est exigée.

Chaque société qui candidate et qui souhaite déposer une offre doit posséder un compte utilisateur **propre au numéro de SIRET de la société**.

Comme indiqué dans l'article R2151-6 du Code de la Commande Publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par SOLEIL dans le délai fixé pour la remise des offres.

Dans le cadre du dépôt du **dossier intégral** sur la plateforme, il est rappelé que tous les éléments composant l'offre doivent être **déposés en une seule fois**.

Une société qui candidate ne peut déposer une offre pour le compte d'une autre société.

4.2. FORMULAIRE DE CANDIDATURE SIMPLIFIEE - DUME

Les candidats qui souhaitent soumissionner peuvent répondre par le formulaire de candidature aux marchés publics établi par la Commission Européenne, le **DUME**. La réponse par le DUME est fortement recommandée.

Ce document permet à une entreprise candidate à un marché public de déclarer son statut financier, ses capacités et son aptitude pour participer à la procédure.

Pour toute information complémentaire ou renseignement sur le DUME, se rendre sur la plateforme « PLACE » à la rubrique « Aide » pour télécharger les « Guides d'utilisation » disponibles directement sur le site.

5. INFORMATION DES CANDIDATS/SOUMISSIONNAIRES PENDANT LA CONSULTATION

5.1. MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

SOLEIL peut apporter des modifications de détail aux documents de la consultation au plus tard jusqu'à six (6) jours avant la date limite de réception des offres. Tous les candidats/soumissionnaires enregistrés sur la plateforme en seront informés et devront répondre sur la base du dossier modifié.

Les soumissionnaires devront répondre sur la base du dernier dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Les spécifications techniques de SOLEIL prévaudront sur toutes les autres spécifications techniques figurant dans les offres des soumissionnaires. Ces dernières ne pourront donc pas être opposées à SOLEIL.

Dans le cas où un candidat/soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Dans l'hypothèse où SOLEIL procède à d'éventuelles modifications portant sur les éléments substantiels du marché, ces derniers entraîneront un allongement du délai de consultation.

Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de dépôt des offres.

5.2. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les candidats ne peuvent apporter aucune modification aux dispositions contenues dans l'ensemble des documents composant le dossier de consultation.

5.3. QUESTIONS/REPONSES

Les questions éventuelles des soumissionnaires à l'issue des visites ou pendant la phase de consultation doivent être communiquées par écrit et transmises **via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés de SOLEIL (PLACE)** au plus tard six (6) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés de SOLEIL est accessible sur l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse écrite de la part de SOLEIL sera fournie à tous les soumissionnaires.

6. ARRET DE LA CONSULTATION

Pour des raisons réglementaires, techniques ou de choix stratégiques internes, qu'elle qu'en soit la nature, SOLEIL pourra à tout moment décider soit de suspendre temporairement soit d'arrêter définitivement la consultation en cours.

En toute hypothèse, aucune indemnité, quel qu'en soit le montant et/ou la cause, ne saurait être accordée aux candidats et ce quelle que soit la période à laquelle sera notifié aux dits candidats la suspension ou l'arrêt de la consultation.

7. CONDITIONS PARTICULIERES

7.1. CONDITIONS DE PRIX

Les prix incluent toutes les sujétions définies dans les documents de l'article 2 du présent règlement et sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre. Ils seront décomposés selon le cadre de décomposition de prix joint dans le DCE.

Les prix seront établis pour couvrir toutes les dépenses supportées par le soumissionnaire dans l'exécution du contrat.

7.2. VALIDITE DE L'OFFRE

Les offres demeurent valables pendant une durée de six (6) mois à compter de la date limite de dépôt de la dernière offre.

En participant à cette consultation, le candidat s'engage sur l'offre technique et financière qu'il présente. S'il est déclaré attributaire, il devra signer le CCAP qui lui sera présenté par SOLEIL lors de l'attribution de marché.

8. CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES /DES OFFRES

8.1. RECEVABILITE DE LA CANDIDATURE

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, SOLEIL peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours ouvrés.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées au regard du niveau des capacités professionnelles, techniques et financières nécessaires à la bonne exécution du marché.

8.2. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

Lors de l'examen des offres, SOLEIL éliminera les offres qualifiées d'inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que seule une offre irrégulière pourra être régularisée. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Il est à noter que l'absence de réponse correspondant à un sous-critère ne vaudra pas irrégularité de l'offre mais qu'elle sera pénalisante.

L'évaluation et le classement des offres recevables seront faits sur la base des critères de sélection suivants :

– **Le prix des prestations : 55 %**

Ce critère sera apprécié sur 100 points selon la notation suivante :

- La note maximale sera attribuée à l'offre proposant le prix le plus bas.
- La note attribuée aux autres entreprises sera calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note de } X = \text{nombre de points max} \times (\text{cout de l'offre minimum} / \text{cout de l'offre de } X)$$

La note obtenue sera pondérée à 55%.

– **L'offre technique : 40 %**

Ce critère sera jugé à partir du contenu du cadre de réponse et apprécié sur 100 points d'après les sous-critères suivants :

Sous-critères	Points attribués
Nom commercial, courbe B(H) et coercivité de l'acier pour la culasse	20
Méthodologie proposée pour répondre aux tolérances mécaniques données dans document QUADRUPOLE_CORRECTION_PROTOTYPE_CAO000162747-AA-1.pdf	20
Description détaillée de la méthode de conception de l'électro-aimant (études, tests, rapports d'avancement et conception, etc)	20
Identification des principaux sous-traitants	10
Emballage	5
Délai d'exécution et de livraison (étape par étape), fournir un planning détaillé	15
Description du processus d'assurance qualité de l'entreprise	10

Ce critère sera apprécié sur 100 points selon la notation suivante :

- La note maximale sera attribuée à la proposition technique ayant obtenu le nombre de points le plus élevé.
- La note attribuée aux autres entreprises sera calculée selon la formule suivante :
$$\text{Note de « } X \text{ »} = (\text{nombre de points de « } X \text{ »} \times \text{note max}) / \text{nombre de points max}$$
- En cas d'égalité de points, les candidats se verront attribuer la même note.

La note obtenue sera pondérée à 40%.

– **Critère environnemental et social : 5 %**

Ce critère sera jugé à partir du contenu du cadre de réponse et apprécié sur 100 points d'après les sous-critères suivants :

Sous-critères	Points attribués
Présenter votre protocole de gestion des déchets	40
Fiches techniques des produits utilisés ainsi que les informations précisant s'ils respectent les spécificités techniques et environnementales	40
Préciser le bilan carbone des matériels que vous proposez	20

La note obtenue sera pondérée à 5%.

Une note globale sur 100 sera attribuée par addition des trois notes précitées. L'offre qui aura obtenu la meilleure note sera déclarée économiquement la plus avantageuse.

Nota : En cas d'égalité arithmétique de la note finale (valeur prix + valeur technique + valeur environnementale), le critère prix sera prépondérant.

9. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

9.1. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

SOLEIL se réserve la possibilité de poser des questions aux soumissionnaires dans le but de clarifier leur offre. Les réponses auront pour objectif de préciser l'offre mais en aucun cas, ne pourront apporter de modification à cette dernière.

9.2. NEGOCIATION

À la suite de l'analyse des offres initiales, SOLEIL se réserve le droit de négocier librement les offres avec les candidats/soumissionnaires arrivés en tête du classement, ayant proposé une offre conforme et dans le respect des principes de la commande publique. Toutefois, le marché peut être attribué sur la base des offres initiales sans négociation.

Au cours des négociations, il pourra être procédé à un alignement technico-économique des offres ; les candidats seront alors invités à remettre une offre financière finale ainsi qu'un mémoire technique définitif intégrant les compléments, les précisions et l'incidence financière résultant de l'alignement des offres.

9.3. CLAUSES COMPLEMENTAIRES

La remise des propositions par les candidats implique leur acceptation des clauses du règlement de la consultation.

Les candidats se doivent de signaler toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans les documents faisant partie de la présente consultation. Le candidat dont l'offre n'est pas retenue ne peut prétendre au remboursement

des frais d'établissement de son offre, ni à une quelconque indemnité à quelque titre que ce soit.